



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 3-DDPP-20
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L,516-1, L,516-2 et R,516-2 à R,516-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

Vu le décret du 3 mars 2016 portant nomination de Monsieur RICHARD Evence préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 6 juin 2003 modifié réglementant les activités exercées par la société Axalta Coatings France sur le territoire de la commune de Montbrison, ZI de la Croix Meyssant ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2019 faisant suite à la visite réalisée sur site le 5 décembre 2019 ;

Vu les non conformités majeures constatées lors de la visite d'inspection du 5 décembre 2019 ;

Vu la proposition de mise en demeure de l'inspection des installations classées transmise à l'exploitant par lettre datée du 27 septembre 2019 ;

Considérant qu'au vu de ces éléments, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 susvisé en mettant en demeure la société Axalta Coatings France de régulariser cette situation et de prendre les mesures nécessaires pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire,

ARRETE

Article 1er :

La société Axalta Coatings France est mise en demeure, pour son installation sise à Montbrison, ZI de la Croix Meyssant :

- de déposer, **sous un délai de six semaines**, une demande de cas par cas,
- de déposer, **sous un délai de six mois**, un dossier de demande d'autorisation environnementale conforme aux dispositions du code de l'environnement.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

Article 3 :

En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

Article 4 : Exécution

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Savigneux sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de Savigneux,
- à l'exploitant.

Fait à Saint-Étienne, le - **9 JAN. 2020**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Thomas MICHAUD

Copie adressée à :

- Sous-préfecture de Montbrison
- Inspection des installations classées, DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono